



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

APRES LE 27 SE BATTRE RÉSOLUMENT POUR NOS RETRAITES

Ca y est: c'est dit. Ce n'est pas encore fait, mais le gouvernement a livré son «choix» sur la retraite : recul de l'âge de départ, pour en finir avec la retraite à 60 ans.

Ce n'est pas une surprise: cette piste, avec celle de l'augmentation du nombre d'annuités, étaient les seules envisagées par Sarkozy et Fillon.

Pour faire passer l'amère pilule, le gouvernement s'apprêterait à faire «un geste» : la possibilité de taxation des hauts revenus et ceux du capital. Cette mesure aurait, paraît-il, le mérite de donner des gages aux organisations syndicales.

Qu'est ce donc que ce geste si ce n'est un «geste charitable» pour calmer le mécontentement grandissant? La toute petite taxe dont il est question atteindrait difficilement 2%!

Il faut faire semblant de toucher aux plus riches, mais surtout ne pas le faire!

Assez d'intox!

A grand renfort d'informations allant dans le même sens, il s'agit de persuader la majorité de la population que la situation est alarmante et que les projections confirment, pour 2050, un scénario catastrophe. C'est ainsi que le pouvoir et de nombreux médias manipulent les données du COR (Conseil d'Orientation des Retraites) afin de semer la peur et d'enrayer toute volonté de se battre.

C'est une manière de ne pas aborder les vraies solutions : celles qui permettent de sauver nos retraites, celles qui exigent légitimement une autre répartition des richesses et une autre répartition du travail.

De l'argent, il y en a. Il y en a beaucoup! C'est même le COR qui le dit : sur 30 ans, la richesse de la France, avec un taux de croissance modéré, devrait doubler. Avec une augmentation de **1.700 milliards d'euros** de la richesse nationale, qui peut croire sérieusement aujourd'hui qu'il est impossible de financer les retraites? D'autant que la somme à trouver ne représenterait que 3% des richesses actuelles...

Lutter pour nos acquis : 60 ans, retour aux 37,5 et à 1500 euros pour tous et toutes!

Quand il s'agit d'améliorer le sort de la majorité, d'acquérir de nouveaux droits, et plus humblement de défendre les acquis, les puissants de ce monde, les plus riches affirment et affirmeront toujours que ce n'est pas possible : la compétition en serait altérée, les entreprises n'y survivraient pas, etc...

Nos parents, nos grands parents ont entendu ce genre de refrain, en 36 quand les congés payés allaient soi disant ruiner les usines, en 68 quand les augmentations de salaire (pas exceptionnelles du tout!) allaient anéantir les trésoreries des entreprises. Il n'en a rien été.

Refusons donc l'inacceptable, refusons la régression sociale qui nous ramènerait des décennies en arrière. Servons nous de tous les cadres de résistance existants pour faire prendre conscience qu'il n'y a pas d'issue possible favorable à tous et à toutes sans luttes.

Après la grève interprofessionnelle du 27 mai, la mobilisation doit se poursuivre pour faire grandir la contestation dans tout le pays. C'est un puissant mouvement de grèves et de manifestations qui arrêtera Sarkozy et sa clique.

POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à :

Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

le 24 mai 2010

Gros mensonges et vérités sur les retraites

A grand renfort d'informations allant dans le même sens, il s'agit de persuader la majorité de la population que la On doit combattre avant tout l'offensive idéologique et l'idée que les retraites sont un problème de démographie. Les politiques, les experts de tout poil et le MEDEF, relayés par de nombreux médias, veulent nous le faire croire : le nombre de retraités augmentant, l'espérance de vie également, il serait tout naturel de travailler plus longtemps.

Lutter pour nos acquis : 60 ans, retour aux 37,5 et à 1500 euros pour tous et toutes !

⇒ L'espérance de vie augmente, mais il est faux de faire croire qu'elle est la même pour tous. L'espérance de vie chez les hommes varie de 6 ans entre un ouvrier et un cadre. Ce qui est vrai, c'est qu'un ouvrier peut espérer vivre en bonne santé jusqu'à 59 ans, soit 10 ans de moins qu'un cadre.

⇒ On nous dit que le nombre d'actifs diminuant menace nos retraites. Faux. En 1960, il y avait 4 actifs pour 1 retraité, en 2000, 2 actifs et en 2020, 1 actif pour 1 retraité. Ce qui est vrai, c'est que la productivité du travail est plus importante, les 2 actifs d'aujourd'hui produisent plus que les 4 de 1960.

⇒ Pour faire face aux difficultés, il faudrait retarder l'âge de départ à la retraite. Faux. Au contraire, avec 5 millions de chômeurs, des millions de précaires, avant de faire travailler plus longtemps ceux qui ne veulent pas et ne peuvent plus, il est juste et urgent de faire travailler ceux qui le veulent et le peuvent. Du travail pour les 5 millions de chômeurs apporterait 65 milliards d'euros à l'ensemble de la protection sociale. Il faut exiger de travailler moins, mieux et de travailler tous, en réduisant le temps de travail à 32 heures avec obligation d'embauches.

⇒ Reculer l'âge de départ à la retraite permettrait de faire travailler plus longtemps les seniors. Faux. Ce qui est vrai, c'est qu'aujourd'hui, au moment de la retraite, 6 salariés sur 10 sont sans emploi ou touchent des aides sociales. Si l'âge de la retraite est repoussé à 62 ans, une majorité des salariés de 60 ans à 62 ans vivra des Assedic ou du RSA. Quelle solution leur restera-t-il alors ? Se tourner vers une retraite par capitalisation ? C'est ce qu'attendent, en embuscade, fonds de pensions et assureurs privés.

⇒ Si on ne cotise pas plus longtemps, il n'y aurait pas suffisamment d'entrées d'argent pour les caisses de retraite. Faux. De l'argent, il y en a. Ce qui est vrai c'est que si on avait gardé la répartition qui existait en 1980 entre capital et travail, il y aurait 171 milliards de plus qui seraient allés aux salaires. Et c'est chaque année que ce déséquilibre en faveur des capitalistes se maintient. Donc, en gros, 168 milliards de perdus pour les salariés en 2009 et plus de 170 milliards sûrement en 2010. Autant dire qu'il n'y a plus de problème de retraites et que seraient largement épongés les 8,2 milliards d'euros de déficit des caisses de retraite comme celui de la sécu, en prenant sur les profits pour augmenter tous les salaires de 300 euros net minimum.